

Présidentielle: plaidoyer pour une élection ouverte sur l'Europe et le monde

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 26 janvier 2012

LE PLUS. François Hollande présente son programme de campagne ce jeudi matin. Il y évoque l'Europe brièvement. Plus généralement, les candidats en parlent encore trop peu et assez mal selon l'eurodéputée Sylvie Goulard, membre de nos décrypteurs 2012.

On Pour engager les Etats-Unis sur la voie de l'unité, l'Amérique a eu Hamilton (Alexander). C'est lui qui, à la fin du 18e siècle, a contribué à forger les institutions américaines et à écrire les federalist papers qui sont un modèle de pédagogie politique. Comme secrétaire au Trésor, il a aussi créé la dette fédérale, dans un contexte qui rappelle l'actuel débat sur les eurobonds.

L'Union européenne est à la croisée des chemins mais, en France, les candidats à l'élection présidentielle restent, sur l'Europe, dans un flou artistique. Leur modèle semble être Hamilton (David) qui photographiait, de loin, des jeunes filles éthérées.

La zone euro connaît une crise sans précédent. L'Union européenne n'a pas tenu toutes ses promesses et doit être repensée. Il ne faut pas le nier mais le souverainisme est une impasse, le protectionnisme une tentation néfaste pour nos entreprises, nos emplois, nos enfants. Le repli ne mène à rien. Il n'est pas digne de la France. Voilà ce qu'on aimerait entendre, ainsi que des propositions concrètes, résolument placées dans une perspective européenne.

Les pro-européens se taisent

Or à ce stade, ce sont les eurosceptiques qui donnent le "la". De la sortie de l'euro à la "démondialisation", toutes les solutions de facilité sont déclinées. Pendant ce temps, les pro-européens se taisent, tétanisés par le souverainisme ambiant. Au mieux, ils feront un discours obligé - à Strasbourg - avant de repasser aux "vrais enjeux".

Même si l'UE a des ratés, même si les gouvernements actuels et la Commission Barroso s'obstinent à défaire l'Europe, l'objectif d'une société et d'une économie ouvertes demeure primordial. Karl Popper opposait à juste titre les sociétés ouvertes à des sociétés "tribales". Derrière les slogans nationalistes, derrière la préférence nationale mise à toutes les sauces, se joue l'ancestral combat de la raison contre l'instinct, de la confiance contre la peur de l'autre.

Combattre "la finance" en général ou instaurer unilatéralement une taxe sur les transactions financières "pour donner l'exemple" (sic) sont des propositions dange-

reuses. Elles pourraient bien aboutir au résultat inverse à celui qui est recherché : faire fuir toute l'activité à Londres ou vers des centres off-shore peu réglementés.

La méfiance envers la classe politique

Les Britanniques se frottent déjà ouvertement les mains. Il y a eu des abus qu'il faut corriger. Mais lorsque nous aurons mis à terre des banques ou des assurances qui sont des fleurons de l'économie française, nous n'aurons pas gagné grand-chose. L'innovation technologique, la circulation des flux de capitaux sont des réalités. Il serait temps de tenir un discours de vérité aux électeurs sur ce qui est faisable, mais aussi sur ce qui ne l'est pas, car ceux-ci sont parfaitement capables de l'entendre. L'inverse ne fait que nourrir la méfiance envers la classe politique.

De même, la tonalité protectionniste du débat a de quoi inquiéter. La détérioration de la balance commerciale est extrêmement préoccupante mais les slogans appelant au patriotisme du consommateur détournent de l'essentiel : regagner de la compétitivité. Ils passent sous silence le danger, si nos partenaires se mettaient eux aussi à acheter "national", de voir la France perdre des parts de marché à l'exportation.

La rétorsion commerciale existe, comme les produits français en dont déjà fait l'expérience, par exemple aux Etats-Unis lors du déclenchement de la guerre en Irak. Et nous consommons avec bonheur des produits qui viennent d'ailleurs. Sommes-nous prêts à renoncer à nos tablettes électroniques ou, l'été prochain, aux tomates mozzarella ? Des mesures doivent être prises pour rendre le commerce international plus équitable mais des voix fortes manquent pour rappeler les bienfaits de l'ouverture et de l'émulation. La vraie bataille est celle des labels sociaux ou environnementaux, des appellations d'origine, de la qualité.

Des engagements précis

Il serait bon aussi que des voix rappellent que nous avons fait l'euro sur la base d'engagements précis. C'est la raison pour laquelle la Banque centrale européenne ne peut pas intervenir "comme la Federal reserve des Etats-Unis". Il est possible de l'expliquer, en ajoutant qu'elle intervient déjà de manière significative, dans le cadre des traités. Nier les réticences allemandes sur des sujets aussi fondamentaux, faire miroiter des solutions simplistes révèle une méconnaissance profonde du cadre de l'action politique.

Le président de la République française ne peut pas tout. Il agit avec d'autres. De même qui dénoncera la destruction en cours du marché unique? A cause de la gestion déplorable de la crise de la dette souveraine, banques et compagnies d'assurance se replient, dans toute l'Europe, sur leur pays d'origine. Depuis 1957, c'est la plus grande régression de l'Europe jamais observée; elle aura des conséquences dramatiques sur la croissance, en réduisant la transformation bancaire. Mais qui osera défendre le marché et la concurrence, si nécessaires, si impopulaires?

Enfin, comment rêver d'une école qui ouvre l'esprit des petits Français aux réalités du monde, aux langues étrangères, si nos candidats n'ont d'autre horizon que l'hexagone?

Les candidats se trompent s'ils pensent "s'en tirer" en parlant le moins possible d'Europe. Les Français se posent des questions. Les laisser sans réponse nourrit les inquiétudes et, au bout du compte, le vote populiste.

Tous les partis qui ont contribué à la construction européenne ont une responsabilité commune: celle de préserver l'héritage et, d'ouvrir, en bonne intelligence avec nos partenaires européens, des pistes d'avenir crédibles. Le silence actuel sur l'Europe n'est pas à la hauteur des enjeux. L'intérêt national, autant que l'idéalisme européen, commande d'en dire plus.